



La conférence anglophone convoquée par le cardinal Christian Tumi ne se tiendra pas à Buea, c'est en tout cas ce qu'a déclaré dans une sortie Patrice Ekama

Le maire de Buea invite donc le cardinal Christian Tumi à aller chercher une ville autre devant lui permettre d'organiser la « Anglophone General Conference » qui, en principe se tiendra à Buea du mercredi 29 au jeudi 30 août 2018

Le magistrat municipal pour justifier sa décision évoque les conditions sécuritaires qui, selon lui ne sont ne sont pas réunis pour accueillir les participants de ladite conférence

Les leaders religieux conduits par le Cardinal Christian Tumi ont décidé de mener une médiation dans la crise qui secoue les deux régions anglophones du Cameroun depuis bientôt deux ans.

Ces hommes de Dieu (révérend pasteur Babila George Fochang de l'Eglise presbytérienne du Cameroun, les imams Tukur Mohammed Adamu de la mosquée centrale de Bamenda, et Alhadji Mohammed Aboubakar de la mosquée centrale de Buéa) dans une déclaration commune ont invité le gouvernement et les « indépendantistes » à ouvrir un « dialogue franc, inclusif et complet » pour mettre fin à la crise. Ceci, entre autres par la libération des personnes incarcérées dans le cadre de cette crise

Dans cette déclaration, ces chefs religieux ont indiqué être « prêts à servir de facilitateurs entre le gouvernement camerounais et les sécessionnistes »

Le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement Issa Tchiroma Bakary a indiqué à la télévision nationale à la suite de cette déclaration « Je voudrais au nom du gouvernement dire la chose suivante: toute initiative, d'où qu'elle vienne pourvu qu'elle contribue à consolider la paix sur l'ensemble du territoire là où cette dernière serait menacée, toute initiative qui concoure à consolider l'héritage que les pères fondateurs de notre nation nous ont légué est la bienvenue »

Mais ceci avant de désapprouver ces homme de Dieu « on ne peut pas également non plus demander à un Etat de droit, comme le nôtre de libérer ceux qui ont tué, massacré et qui se trouvent aujourd'hui arrêtés et qui quoi qu'il arrive, parce que nous sommes dans un Etat de droit, seront donc traduits devant les tribunaux pour répondre de leurs forfaits »

le mercredi 29 et jeudi 30 août 2018 à Buea.
